

Mali et Centrafrique : l'Allemagne intervient, mais sans s'éterniser



Le nouveau Ministre des Affaires étrangères allemand, Frank-Walter Steinmeier, a affirmé que "l'Europe ne peut pas laisser la France seule" en Afrique.

Avec Hans Stark

Atlantico : Le Ministre des Affaires étrangères allemand, Frank-Walter Steinmeier, a annoncé que l'Europe était prête à soutenir la France en Centrafrique. Un fait en soi assez surprenant quand on se rappelle que Berlin avait refusé d'intervenir en Libye. Quelles sont les raisons de ce retournement de la part d'un pays jusque-là timide sur le plan de la politique étrangère ?

Hans Stark : Tout d'abord, on ne peut pas comparer le cas de la Libye (2011) avec celui de la Centrafrique. En effet **pour le premier, l'intervention s'est faite très rapidement et l'Allemagne a été prise au dépourvu.** D'ailleurs, on peut même s'interroger sur le bien fondé de cette intervention au regard du chaos qui règne actuellement dans le pays. Pour le second cas, il faut dire que cela fait plusieurs mois qu'on observe une dégradation de la situation en Centrafrique et aujourd'hui nous sommes face à **un vrai risque de génocide**, analogue à ceux du Burundi (1993) et du Rwanda (1994). C'est ce qui explique cette annonce allemande.

L'Allemagne est-elle en train d'élaborer une politique africaine ? Si oui, quels en sont les contours ?

Il est encore un peu tôt pour aller aussi loin. Jusqu'en septembre, voire novembre 2009, on avait affaire en Allemagne à un parti libéral non-interventionniste. Aujourd'hui, l'Allemagne a un nouveau gouvernement, avec comme Ministre des Affaires étrangères Monsieur Steinmeier (anciennement Ministre des Affaires étrangères entre 2005 et 2009), appartenant au SPD. **Déjà à l'époque, M. Steinmeier avait réorganisé la politique étrangère allemande vers davantage d'interventions (Afghanistan, Macédoine, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Somalie).** Avec Steinmeier actuellement, l'Allemagne tend encore vers cela.

Deux principes régissent cette politique africaine encore balbutiante :

- **la stabilisation** : pour prévenir les risques liés aux "Etats faillis", à savoir l'immigration massive et le terrorisme ;
- **l'ouverture** : s'adresser à des pays émergents ou en développement (Afrique du Sud, Nigeria, Sénégal).

Le cas de la Centrafrique relève plutôt du premier principe.

Quelle légitimité l'Allemagne a-t-elle vis-à-vis de l'Afrique, en dehors du fait qu'elle soit le pilier de l'Europe ? Comment les pays africains devraient-ils réagir à cela ?

L'Allemagne a **une légitimité parce qu'elle agit dans le cadre de l'UE** Aussi, on peut dire qu'en dehors du Togo, du Cameroun et de la Namibie, **l'Allemagne n'a pas eu de colonies en Afrique. Donc elle peut-être être mieux acceptée sur le continent africain par rapport à d'autres Etats.**

Cette éventuelle intervention allemande peut-elle être motivée par des raisons matérielles et géostratégiques ?

Non, absolument pas. **L'Allemagne a au contraire tout intérêt à s'abstenir d'intervenir en Afrique et laisser les autres faire.** C'est d'ailleurs ce que l'on a beaucoup reproché au pays, et à juste titre. **Si l'Allemagne, aujourd'hui, décide d'intervenir, c'est parce qu'elle doit participer à un effort commun de stabilisation** qui, il faut le rappeler, coûte cher, et en argent, et en hommes. Elle n'a donc rien à y gagner.